

L'Institut CDG lance son cycle de webinaires 2021 avec une rencontre en ligne sur la ville de demain

Dans le cadre de son cycle de conférences « Regards vers le futur » édition 2021, l'Institut CDG a organisé le mardi 20 avril une rencontre en ligne consacrée à la ville de demain.

Pour explorer les différentes facettes de ce sujet, l'Institut CDG a réuni quatre experts qui ont débattu autour du thème « La ville de demain sera inclusive, verte et intelligente » :

- **Amine El Hajhouj**, Directeur Général de la Société d'Aménagement de Zenata – Groupe CDG ;
- **Aziza Akhmouch**, Cheffe de la Division « Villes, Politiques Urbaines et Développement Durable » au sein du Centre pour l'Entrepreneuriat, les PME, les Régions et les Villes de l'OCDE ;
- **Mohamed Sefiani**, Maire de Chefchaouen, Président du Forum des villes intermédiaires de CGLU et de l'Association marocaine pour des écovilles (AMEV) ;
- **Isam Shahrour**, Professeur en Génie civil et Smart city à l'Université de Lille (France).

Ce webinaire a été l'occasion de questionner le concept de « la ville durable ». Les quatre experts qui y ont pris part ont exploré différents modèles de développement urbain, particulièrement ceux développés par des villes reconnues pour leurs efforts en matière de lutte contre le changement climatique, d'inclusion sociale et d'utilisation des nouvelles technologies.

L'objectif partagé par tous est de continuer à créer de la richesse économique et de répondre aux attentes des populations citadines, tout en assurant un développement respectueux de l'environnement. Les changements organisationnels, technologiques et sociétaux des villes sont ainsi induits aujourd'hui par leur volonté d'être une partie de la réponse au changement climatique et de leur ambition de continuer à améliorer les conditions de vie de leurs citoyens.

Plusieurs villes ont fait preuve de proactivité et d'agilité et ont exploité le fort potentiel offert par le développement technologique afin d'imaginer des solutions innovantes pour améliorer les résultats de développement urbain et accroître l'efficacité des services publics.

Dans son intervention, Aziza Akhmouch a souligné le fait que la pandémie de la covid-19 a amplifié les problèmes structurels et a posé avec plus d'acuité la question urbaine. Cette crise a exposé de manière frappante les inégalités entre les populations et les lieux, en particulier dans les grandes villes. Toutefois, elle a accéléré la transition vers de nouveaux paradigmes urbains, en incitant les acteurs à passer plus rapidement d'un objectif d'accroissement de la mobilité à celui de l'amélioration de l'accessibilité, en repensant l'espace public, la

planification et l'aménagement urbains. Cette crise a également accéléré l'apprentissage du télétravail et a ouvert ainsi la réflexion sur l'exploitation de celui-ci afin de diminuer les pressions exercées sur les infrastructures de transports et les externalités négatives sur l'environnement générées par la croissance économique. Il est question aujourd'hui de pérenniser ces évolutions dans le temps.

Madame Akhmouch a par ailleurs insisté sur le fait que les gouvernements centraux ont un rôle crucial à jouer afin de mettre en place des politiques favorables à la cohésion sociale, à travers notamment la définition et la mise en place de politiques urbaines nationales qui vont au-delà des politiques de logement. Ces politiques doivent « connecter » les villes à leur environnement et les sortir des clivages traditionnels entre villes et campagnes. Ceci est une responsabilité partagée entre tous les niveaux d'administration qui doivent travailler ensemble dans une logique de coordination et d'articulation des actions et des efforts.

De son côté, Isam Shahrour a insisté sur le fait que chaque ville est unique : unique de par ses caractéristiques socio-économiques et culturelles, de par son environnement et les liens qu'elle tisse avec ses banlieues et les zones rurales qui l'entourent, également de par la hiérarchisation de l'importance des défis auxquels elle doit faire face et ce, malgré une certaine homogénéité des défis de la vie urbaine à l'échelle mondiale. La question du contexte est primordiale dans la définition des solutions qui doivent impérativement tenir compte des réalités du terrain au sein de chaque ville. A ce niveau, les villes doivent d'abord s'atteler à mettre en place des systèmes d'information performants, permettant de consolider et de croiser différentes sources d'information : bases de données générées par différents organismes, informations collectées sur les réseaux sociaux générées par les citoyens directement, sondages et entretiens auprès des différents acteurs de la vie urbaine, etc. L'objectif est d'éclairer les gouvernements locaux sur les attentes réelles des citoyens et de définir ainsi des feuilles de route tenant compte de la complexité et des défis propres à chaque ville.

Amine El Hajhouj a exposé le cas de l'éco-cité Zenata, cette nouvelle ville durable qui se développe entre les métropoles de Rabat et Casablanca. La conception de cette nouvelle ville a reposé sur une approche inclusive et participative, qui a placé l'humain au centre de la réflexion, autant sur le plan économique que social et environnemental. Pour ce faire, elle a fait appel à une approche multidimensionnelle, tenant compte des politiques publiques développées à l'échelle nationale, impliquant les tissus économiques et sociaux locaux à travers plusieurs consultations directes, ainsi que les chercheurs et les universitaires. L'inclusion sociale, l'appropriation du projet par les populations concernées, la préservation et le développement des industries locales préexistantes et l'implémentation de nouveaux pôles d'activité (un pôle santé, un pôle éducation et un pôle commerciale) ont été les clés de succès de ce projet.

Le Directeur Général de la Société d'Aménagement de Zenata a réitéré l'importance de la démarche participative entre les élus, le tissu associatif, les chercheurs et toutes les autres des parties prenantes pour travailler ensemble et préserver les territoires. Il a particulièrement insisté sur le rôle crucial de la sensibilisation et de la formation des citoyens à ce niveau. En effet, les efforts déployés en vue de l'amélioration continue du niveau de vie des citoyens n'aboutiraient pas aux résultats escomptés si ceux-ci ne s'approprient pas leur ville et ne veillent pas à la préservation de ses infrastructures et de ses espaces publics.

Contact Presse :

M. Sami Saber
sami.saber@prmediacom.com
+212 661 399 976

Mohamed Sefiani est, pour sa part, revenu sur les politiques mises en place au sein de la ville de Chefchaouen ces dix dernières années : des politiques qui ont placé le citoyen au centre des préoccupations du gouvernement local. Le citoyen a été impliqué et mis à profit afin de réfléchir aux défis auxquels fait face la ville et aux solutions qu'il convient de mettre en place. Ainsi, les instances élues de la ville ont travaillé conjointement avec les citoyens pour mener à bien les transitions écologiques et culturelles de la ville, notamment à travers la création de plusieurs instances de participation : le « conseil municipal de l'enfant », le « conseil participatif de l'énergie, du climat et du développement durable », des instances d'égalité des genres, etc.

Ainsi, depuis 2010, Chefchaouen est en passe de devenir une ville écologique à travers plusieurs actions menées en partenariat avec les citoyens : la valorisation du patrimoine avec des moyens et des matériaux locaux, la piétonisation du centre-ville, la mise en place d'un projet de gouvernance de l'eau pour sécuriser l'alimentation de la ville en eau potable, la construction d'une station de traitement des eaux usées, la création d'un centre de conseil en matière d'efficacité énergétique, l'équipement des bâtiments communaux en panneaux solaires, l'amélioration de l'accessibilité de la ville pour les personnes à mobilité réduite, etc. Chefchaouen a également instauré des budgets participatifs où les citoyens sont invités à voter pour choisir les projets qui seront implémentés dans leurs quartiers. La ville a également défini sa vision pour l'implémentation des ODD à l'horizon 2030 à travers l'établissement d'une feuille de route des projets à implémenter par quartier. Cette approche participative et les différents projets qui s'en sont suivis n'a pas manqué de participer au rayonnement de la ville aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale, drainant ainsi davantage de touristes et de projets créateurs d'emplois pour les citoyens.

En conclusion, les intervenants ont été unanimes sur le fait que :

1. De grands espoirs sont portés sur la ville de demain. Les défis sont énormes mais la confiance dans notre capacité à les dépasser est partagée par tous ;
2. Il y a une prise de conscience collective quant à l'importance de la démocratie locale et participative et de la nécessité d'impliquer la société civile et les citoyens dans le processus de prise de décision ;
3. Il faut développer la coordination entre les différentes parties prenantes à l'échelle des villes, mais aussi entre les gouvernements centraux et locaux. La gouvernance représente un enjeu de taille !
4. Il faut œuvrer dans le sens de la généralisation du vivre ensemble et diminuer donc les fractures sociales qui existent entre les différentes catégories socio-professionnelles de la société. La persistance des inégalités est une bombe à retardement ;
5. Il faut contextualiser les défis urbains, car les priorités ne sont pas les mêmes pour toutes les villes, particulièrement pour celles qui sont situées dans les pays en développement ;
6. La ville intelligente doit placer les usagers au centre des solutions proposées, les nouvelles technologies doivent être un outil au service du renouvellement du lien social. Le simple transfert de la technologie en milieu urbain n'est pas suffisant et ne fait qu'accroître la défiance des usagers.

Contact Presse :

M. Sami Saber

sami.saber@prmediacom.com

+212 661 399 976

À propos de l'Institut CDG

L'Institut CDG se veut un vecteur de transformation de l'information en nouveaux savoirs partagés, pouvant enrichir et conforter le Groupe CDG dans la connaissance de son environnement socio-économique et dans ses pratiques. L'Institut CDG promeut un espace de réflexion à même de favoriser l'éclosion d'idées innovantes et de solutions constructives dans le cadre des grands débats nationaux.

Contact Presse :

M. Sami Saber
sami.saber@prmediacom.com
+212 661 399 976